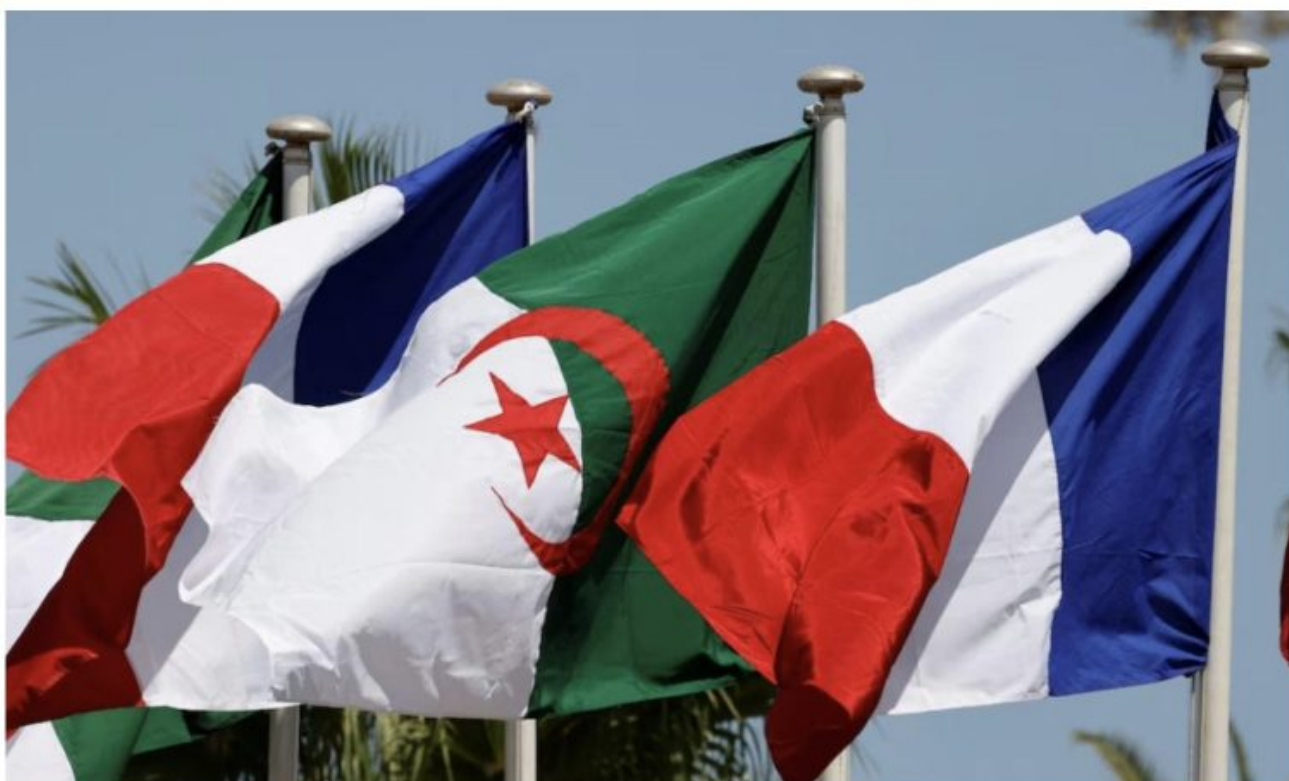


Tebboune garde Sansal prisonnier mais dénonce l'abri offert par la France à l'un de ses opposants

écrit par Jeanne la pucelle | 14 avril 2025





Enlèvement d'Amir DZ : l'Algérie dénonce la détention en France d'un agent consulaire et menace de représailles

Alger dénonce un « tournant judiciaire inédit » après la mise en examen d'un employé de son consulat en France, soupçonné d'implication dans l'enlèvement de l'opposant algérien Amir Boukhors.

Les tensions diplomatiques entre la France et l'Algérie repartent à la hausse. Ce samedi 12 avril, Alger a exprimé sa « *vive protestation* » après l'arrestation en France d'un agent consulaire, accusé d'avoir participé à l'enlèvement de l'influenceur algérien Amir Boukhors, connu sous le nom d'Amir DZ.

Trois hommes, dont un employé d'un consulat algérien en France, ont été mis en examen vendredi à Paris. Ils sont poursuivis pour « *arrestation, enlèvement, séquestration ou détention arbitraire suivie de libération avant le 7e jour, en relation avec une entreprise terroriste* », a indiqué le parquet national antiterroriste (PNAT).

Alger exige la libération immédiate de son agent

Le ministère algérien des Affaires étrangères a dénoncé dans un communiqué un acte « *inadmissible et injustifiable* » qui risque de « *causer un grand dommage aux relations algéro-françaises* ».

La diplomatie algérienne a protesté à la fois « *sur la forme* » et « *sur le fond* » de l'affaire, assurant que « *l'agent consulaire a été arrêté en pleine voie publique puis placé en garde à vue sans notification par le canal diplomatique* ».

Alger rejette les accusations portées contre son représentant, dénonçant un « *argumentaire vermoulu et farfelu* » des autorités françaises. Selon le ministère algérien, la procédure judiciaire engagée repose « *sur le seul fait que le téléphone mobile de l'agent consulaire inculpé aurait borné autour de l'adresse du domicile de l'énergumène* » Amir Boukhors.

Le ministère a exigé sa libération « *immédiate* » et a prévenu qu'il ne « *laissera pas cette situation sans conséquences* ».

Une affaire qui ravive les tensions entre Paris et Alger

L'influenceur Amir DZ, réfugié en France depuis 2016 et bénéficiaire de l'asile politique depuis 2023, est accusé par l'Algérie de multiples infractions. Neuf mandats d'arrêt internationaux ont été émis à son encontre pour des faits allant de l'escroquerie à des accusations d'appartenance à un groupe terroriste.

L'opposant avait été enlevé le 29 avril 2024 en banlieue parisienne par des faux policiers, avant d'être relâché le lendemain. Selon les premiers éléments de l'enquête, **il aurait été la cible d'un contrat d'assassinat visant**

à le tuer ou à le faire rapatrier de force en Algérie pour y être condamné à mort.

La diplomatie algérienne estime que cette procédure judiciaire est « *un tournant inédit dans les annales des relations algéro-françaises* » et l'attribue à une volonté de « *torpillage du processus de relance des relations bilatérales convenu entre les deux chefs de l'État* ».

Les relations entre Paris et Alger traversent depuis plusieurs années une période de tensions, récemment ravivées par le soutien d'Emmanuel Macron au plan d'autonomie du Sahara occidental sous souveraineté marocaine et par la condamnation à Alger de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal.

<https://www.frontieresmedia.fr/politique/enlevement-dami-r-dz-lalgerie-denonce-la-detention-en-france-dun-agent-consulaire-et-menace-de-r>